

Direction Générale des
Services Techniques

ZD

Mis en ligne le
21 OCT. 2022

**ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE VOIRIE
ANGLE RUE MARCEL DAVID/RUE ALPHONSE BRAULT
POUR L'ABATTAGE D'UN ARBRE DANGEREUX
LE 21 OCTOBRE 2022**

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation,

Vu les articles L411-5 du code de la route,

Vu l'arrêté n° 22-0511 du 16.03.22 portant délégation de signature à Monsieur Denis BARANGER, Directeur Général des Services,

Vu la demande en date du 31 août 2022 par laquelle la société F.PAULIAT- 72 rue des Noyers - BP 12 91602 SAVIGNY SUR ORGE CEDEX, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public pour effectuer l'abattage d'un arbre, mandatée par la commune de Choisy le Roi à l'angle de la rue Marcel David et de la rue Alphonse Brault

Considérant qu'en raison de cette opération à l'angle de la rue Marcel David et de la rue Alphonse Brault à Choisy le Roi il importe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité publique,

ARRETE

Le 21 octobre 2022

Article 1 : Le bénéficiaire, sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Choisy le Roi est autorisé à abattre un arbre sur le domaine public, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : La circulation sera temporairement réglementée à l'angle de la rue Marcel David et de la rue Alphonse Brault, au droit du chantier dans les conditions ci-après et applicables le 21 octobre 2022 :

- Interdiction de stationner au droit du chantier,
- Réduction de la circulation à 30 km/h,
- Déviation de la circulation piétonne sur le trottoir opposé aux travaux
- Interdiction de circulation de tous les véhicules durant le temps de l'abattage sur la rue Marcel David
- Déviation de la circulation par la rue Alphonse Brault et l'avenue Anatole France

Article 3 : En application de l'article R417-10 du Code de la Route, tout contrevenant à l'interdiction prévue par le précédent article s'exposera à une amende de la deuxième classe. En cas de stationnement malgré l'interdiction, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 du Code de la Route.

Article 4 : Les infractions pourront être constatées par les agents de la Police Nationale, de la Police Municipale et les A.S.V.P de la ville de Choisy le Roi.

Article 5 : La société F.PAULIAT chargée des travaux mettra en place la signalétique en vigueur ainsi que les déviations nécessaires pour assurer la sécurité des piétons, des automobilistes et du chantier.

Article 6 : Au terme de la validité de l'arrêté, le permissionnaire devra enlever les déchets végétaux, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultants de son intervention. Les travaux seront opérés dans les règles de l'art sous le contrôle des services techniques. Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires. Le présent arrêté est délivré à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire, il peut être retiré à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Article 7 : Une diffusion de l'arrêté aux riverains (boîtes aux lettres) de la rue concernée sera effectuée par les agents de la société F.PAULIAT après la signature de l'autorisation de travaux.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

Monsieur le Commissaire de Choisy-le-Roi,
Madame la Directrice Prévention Sécurité,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
Monsieur le Commandant des Sapeurs-Pompiers
Les sociétés Nicollin et la Poste
Le bénéficiaire, F.PAULIAT.

Article 9 : Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie de Choisy-le-Roi.

Article 10 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Choisy-le-Roi, le 7 octobre 2022

Le Maire,

Pour le Maire de Choisy-le-Roi
et par délégation
Karim GARROUT
Adjoint au Maire

